

PLURALISTE LAÏQUE UNITAIRE REVENDICATIF INDEPENDANT
REVENDICATIF INDEPENDANT EDUCATIF LIBRE PLURALISTE
LAÏQUE UNITAIRE REVENDICATIF INDEPENDANT EDUCATIF LIBRE
PLURALISTE LAÏQUE UNITAIRE REVENDICATIF INDEPENDANT

SINGULIERS

pluriel

Bulletin départemental de la FSU-SNUipp 47

LE PASSAGE CTC

P4

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Déposé le :
24/06/2024



Reprendre la main sur le métier

Standardisation du travail, surveillance de l'exécution des tâches, salaire au rendement...

Quel est le sens de toutes ces réformes qui transforment peu à peu notre métier et provoquent une crise profonde de notre profession ?

La taylorisation à grands pas¹

Les logiques managériales qui sont à l'œuvre depuis des années s'accroissent en cette période de « choc des savoirs ». Une technique pour créer chez les travailleurs et travailleuses de l'« amnésie professionnelle », selon l'expression de la sociologue Danièle Linhart, pour les empêcher d'accumuler une culture professionnelle suffisamment robuste.

Ainsi, ils et elles se retrouvent dépendant-es des consignes qui viennent de l'institution et, pour y arriver, celle-ci change régulièrement les normes de travail, les outils.

C'est le cas pour l'école publique avec, par exemple, des programmes qui sont, de nouveau, réécrits.

New Public Management : à l'école aussi

Avec l'habillage du « nouveau management public », des neurosciences et du néolibéralisme, les coups portés au métier foisonnent : imposition des « bonnes pratiques », avalanche de prescriptions en tous genres, évaluations compulsives, culte des données statistiques, etc.

Le résultat en est une perte de sens du métier, et le sentiment d'être transformés en agents d'exécution de décisions qui nous échappent.

Ces modifications du métier sont à mettre en lien avec la souffrance au travail qu'expriment de plus en plus de collègues².

Ces réformes ne vont pas dans le sens de la formation d'un-e citoyen-ne libre et éclairé-e. Elles aggravent les inégalités scolaires pour ne pas dire le tri social et personne n'a signé pour ça !

Précarisation et déqualification des professeur-es des écoles

Point d'indice gelé, charge de travail accrue, fragilisation des carrières... le métier fait de moins en moins rêver.

Au-delà de substantielles économies budgétaires, cela permet de générer une pénurie d'enseignant-es sur le terrain, avec d'un côté moins de candidat-es aux concours et de l'autre une inflation des démissions. Cela permet aussi le recrutement de contractuel-les.

Tout cela contribue à rendre « acceptables » les primes, les pactes et toutes les stratégies de « salaire différencié » dont on doit la paternité à Taylor.

Et « en même temps »... manuels labellisés, méthodes imposées, prescriptions descendantes fermées, formation aux bonnes pratiques, caporalisation du travail... les enseignant-es sont dépossédés de leur métier.

La dimension profondément humaine et vivante de notre métier délaissée.

Ces réformes néolibérales porteuses de tant d'inégalités vont à l'encontre de l'école Républicaine que défend le SNUipp avec la FSU.

Nous travaillons avec des êtres vivants et aucune science cognitive ne peut répondre exhaustivement à la question de savoir comment un enfant apprend. Sur tout si elle évacue la question fondamentale de son environnement, notamment social.

Aujourd'hui, ces résistances sont alimentées par des syndicats porteurs de projets de société, par diverses associations d'éducation populaire et mouvements pédagogiques, mais également par une partie des chercheuses et des chercheurs en sciences de l'éducation.

Reprendre la main sur le métier est essentiel. Pour ce qui en fait la saveur et pour notre qualité d'expert-es dans notre travail.

Reprendre la main sur le métier, c'est accepter de le mettre en débat, d'en retrouver la dimension commune, quitte à ne pas tous les jours être d'accord.

Reprendre la main sur le métier, c'est retrouver le collectif parce que la résistance et la désobéissance ne peuvent être que collectives, sans quoi on se met en danger et nous le sommes déjà suffisamment.

C'est en ce sens que la FSU - SNUipp informe, propose à l'ensemble de la profession des temps d'échanges (AG, RIS, Stages), des outils et des actions³. Non, nous ne trionserons pas nos élèves ! Nous ne céderons pas un pouce sur l'ambition d'une école pour l'émancipation des citoyen-nés de demain libres et éclairés.



L'alchimie d'une classe reste quelque chose de mystérieux et nous savons toutes et tous qu'un même exercice dans deux classes différentes n'aboutit jamais au même résultat.

Les attaques contre le métier des professeur-es des écoles cachent en réalité des offensives violentes contre une école démocratique. L'actualité des réformes visant à mettre en place des groupes de niveau au collège en est une parfaite illustration.

Résister... collectivement

Fort heureusement, n'en déplaise au « patron », les salarié-es ne font jamais exactement ce qui est prescrit. Les enseignant-es continuent de jongler entre le travail prescrit et le réel de leur classe.

L'histoire et la culture des professeur-es des écoles est robuste. Elle est nourrie d'une longue existence articulée avec celle de la République et porte toujours en elle des résistances.

Éric Delage

Source : Frédéric GRIMAUD Enseignants, les nouveaux prolétaires, ESF, février 2024 / institut.fsu.fr / cafepedagogique.net

¹ Frédéric Taylor est l'homme de la rationalisation du travail. Pour cet américain de la seconde moitié du XIXe siècle, le travail ouvrier doit s'appuyer sur une organisation permettant d'améliorer la productivité et le rendement. Tout le monde a en tête la naissance du travail à la chaîne et l'image de Charlie Chaplin dans « Les temps modernes ». La pensée de Taylor a réussi à quitter les usines. C'est l'origine de la fameuse « culture des résultats » et celle du New Public Management qui aujourd'hui fait mouche dans les services publics autant que dans le monde de l'entreprise.

² 47. snuipp.fr : Conditions de travail, j'alerte !

³ 47. snuipp.fr : L'école en débat : Non au choc des savoirs

Dans ce numéro :

UNE	P 1
Métier : reprendre la main	P 2
Édito	P 3
Métier : formation initiale, EREA, nouveaux programmes	P 4 5
Société : financements écoles privées, lutte contre les violences	P 6
Société : l'école convoitée par l'extrême droite, retraite et militantisme	P 7
Vie syndicale : stages 2024 2025	P 8

Singuliers Pluriel

Bulletin trimestriel édité et imprimé par :

Les Unitaires SNUipp 47
169 bis av J. Jaurès 47000 AGEN

05 53 68 01 92

09 65 17 27 48

06 81 64 77 50

snu47@snuipp.fr

<https://47.snuipp.fr/>

Prix du Numéro : 1,52 €

Directrice de la Publication :

Sandrine Tastayre

CPPAP n° 0325 S 07212

ISSN n° 1243 7484

Voilà, voilà ça r'commence !

L'année scolaire 2023 2024 avait commencé très tôt l'été dernier avec une avalanche de mesures annoncées suite au changement de gouvernement et de ministre de l'Éducation Nationale :

- Instauration du « pacte » per mettant de travailler plus pour gagner plus, en empilant des briques sensées résoudre à elles seules l'échec scolaire ;

- Extension des évaluations stan dardisées aux CM1, et annoncées pour tout le monde d'ici pas tard, ce qui permet déjà à l'encadre ment de l'Éducation Nationale de faire des remarques négatives : « vous demandez tel poste, mais comment expliquez vous les mau vais résultats de votre classe ? ... » ;

- Reprise en main du recrutement des futur-es directrices et direc teurs d'école, avec une évalua tion spécifique et son corollaire : la possibilité de « retirer » la mis sion de direction. Sans oublier l'instauration de l'autorité fonc tionnelle tant auprès des col lègues que des parents, ce qui n'améliore pas forcément (sic !) le climat de travail dans les écoles ;

- Sans oublier l'expérimentation de l'uniforme, le retour en grâce du redoublement, le recentrage des programmes sur « les fonda mentaux », avec les guides et ma nuels officiels pour s'assurer que tout le monde marche au pas.

- Sans oublier non plus l'inter mède Oudéa Castéra qui, en peu de temps, a réussi à mettre au grand jour un financement et un fonctionnement de l'école privée engendrant un séparatisme social et scolaire grâce à des fonds pu blics, au détriment de l'École pu blique laissée à l'abandon.

- Sans oublier encore que ce « choc des savoirs » sera un outil fort utile pour n'importe quel gouvernement qui voudra aller encore plus loin dans la casse de l'école publique.

Et nous y voilà : l'extrême droite est aux portes du pouvoir. Tout a été fait depuis des années par les politiques délibérées des uns, ou par les renoncements des autres. La dernière ligne droite étant as surée par les gouvernements Ma cron et leurs soutiens économiques et médiatiques.

Alors que faire de plus que nos traditionnelles actions syndicales ? Attendons nous que l'extrême droite soit au pouvoir pour lancer des actions de rue ? Au risque que nombre de nos droits à lutter soient interdits comme déjà avec la politique du ministre de l'Inté rieur actuel ? Ce pari serait très dangereux.

La FSU SNUipp 47 prend ses res ponsabilités, de même que la FSU SNUipp nationale.

Nous appelons à voter pour le seul programme qui va plutôt dans le sens des intérêts de l'école pour toutes et tous, émancipatrice et coopérative, qui va plutôt dans le sens d'une société plus juste et plus vivable pour l'avenir.

Nous ne sommes pas des oies blanches. Nous savons qu'un front construit en quelques heures, avec un empan aussi large, connaîtra des dissensions, des tensions, voire des décisions qui seront à contester. Et alors ? Ça s'appelle le débat démocratique. Nous n'en avons pas peur.

La FSU SNUipp 47 sera là, comme toujours, pour l'école, pour les personnels, pour une société plus juste. Nous serons combatifs dans la rue, dans les instances, dans nos publications, nos actions.

Nous n'avons pas le choix, l'heure n'est pas à la dissension mais à l'unité. Le U de la FSU, ce n'est pas un affichage, c'est une réali té.

Votons Nouveau Front Populaire, soyons dans les luttes, défendons nos droits...

Et, dès la rentrée, quels que soient les résultats des élections législatives, syndiquez vous. En semble, nous sommes toujours plus forts !

FSU SNUipp 47

Syndicat de toute la profession

Plus de 50 % des votes exprimés aux élections professionnelles de 2022.



Le conseil syndical de la FSU SNUipp 47

SE SYNDIQUER ?

UNE VRAIE BONNE IDÉE.

POUR SON MÉTIER.
POUR SOI-MÊME.
POUR LES ÉLÈVES.



Formation initiale : un projet inquiétant !

Le mercredi 29 mai, le ministère de l'Éducation Nationale a présenté aux syndicats son projet de réforme de la formation initiale des enseignant-es, psy EN et des CPE. En signe de désapprobation, les syndicats de la FSU et la CGT Educ'Action ont quitté la réunion. Cette réforme, dont les détails avaient déjà fuité il y a quelques mois, suscite la mobilisation des syndicats et du personnel des INSPE depuis des semaines. Malgré cela, le ministère semble déterminé à imposer cette énième mouture.

Les délais de mise en œuvre font craindre le pire, et le plus grand flou règne, y compris dans les annonces de la ministre elle-même. L'objet majeur d'inquiétude reste celui d'une mise sous tutelle ministérielle de la formation initiale.

Car la volonté qui s'en dégage est claire : évincer les universités, reprendre complètement en main la formation des enseignant-es, la formater, revoir les concours et développer des « bonnes

pratiques ». En un mot : déqualifier nos métiers et attaquer les statuts. Exit les débats de la recherche universitaire pour leur substituer des choix ministériels.

Au prétexte d'une certitude pédagogique absolue, basée sur une prétendue « évidence des faits », la formation initiale va s'orienter vers une prescription méthodologique. Apprendre à enseigner va de plus en plus nettement s'orienter vers une modélisation des pratiques dont on peut douter qu'elle permette une meilleure efficacité en termes d'égalité d'apprentissages.

Les informations parcellaires, sur la réforme révèlent un mépris total du métier d'enseignant-e et de la formation exigeante à laquelle ils et elles doivent avoir accès pour une école émancipatrice sans tri social.

Quant au retour de l'attractivité promis... les éléments annoncés du nouveau cadre ne règlent pas un des problèmes majeurs de la formation d'aujourd'hui, notamment celle d'une mise en

responsabilité des lauréat-es trop rapide et trop lourde qui, pour beaucoup, vient obérer la qualité globale du parcours de formation d'autant que les moyens d'accompagnement sont très largement insuffisants. Dans certains cas, cela aboutit même à un découragement, voire un dégoût. Il n'y a jamais eu autant de démissions de stagiaires, de nouveaux recruté-es.

La FSU et la FSU SNUipp exigent un autre projet de réforme sur la base d'un dialogue social sincère et sérieux dans lequel les organisations syndicales de l'Enseignement supérieur et de la recherche (ESR) doivent en outre avoir toute leur place.

Guillaume Arruat

EREA : leçon de saccage !

Établissement Régional Éducation Adaptée, l'EREA est un établissement de la dernière chance. Des élèves déjà viré-es de SEGPA, parfois à plusieurs reprises. Des jeunes à raccommorder avec les codes, règles et fonctionnements scolaires, collectifs mais également à reconstruire individuellement car beaucoup arrivent sans estime de soi, avec les troubles d'hygiène, de santé et de comportement qui vont avec. Des personnalités qui acceptent de s'empailler avec les tables de multiplication ou la grammaire parce qu'ils et elles ont confiance en leur enseignant-e, qui, entre deux leçons les amène faire du sport, du théâtre, des arts plastiques, de l'équitation, des visites de lieux culturels en ville, les accompagne dans leurs démarches d'orientation, les aide à trouver un stage auprès d'entreprises vraiment motivées.

Ce n'est pas un poste d'enseignant-e classique, pas une forme d'inclusion « à la mode », certes. Ces parcours ont besoin de temps pour aboutir. Certains élèves arrivent en 6e ou 5e en complète fermeture ou rejet et ne commencent à s'ouvrir au monde qu'au bout d'un ou deux ans, et les progrès sont exponentiels sur la 4e et la 3e.

Il n'y a qu'un EREA en Lot et Garonne, à Villeneuve sur Lot, qui propose aux élèves un internat. Cela permet une vraie prise en charge, sur cinq jours, pendant toute l'année scolaire, un cadre rassurant et structurant, et un accès à des actions éducatives.

Cela s'appelle d'ailleurs un « internat éducatif ».

Voici maintenant un extrait d'un compte rendu d'une opération de communication du premier ministre, Gabriel Attal, lors d'un déplacement à Nice, le 22/04/2024 :

« Pendant leur séjour, les jeunes seront

encadrés tantôt par des éducateurs issus d'associations, tantôt par des professeurs. Ils suivront des cours de théâtre, informatique, sport et d'histoire. Le séjour est entièrement gratuit pour les familles. Le gouvernement souhaite l'étendre à d'autres établissements français lors des prochaines vacances scolaires. » Alors pourquoi monsieur Lemoine, ex DASEN du 47 a agi à contresens de cette idée ?

Suppression de postes en masse, suppression des 6e et 5e de la SEGPA interne à l'EREA, incertitudes sur l'avenir de l'EREA, transmission de données tronquées au rectorat, propos pouvant être perçus comme méprisants envers le travail effectué par les collègues, jusqu'à ne pas recevoir personnellement les familles qui s'étaient déplacées à leurs frais, un vendredi soir, pour lui exposer leur détresse (et laisser le secrétaire général gérer une audience alors même qu'il était dans les locaux de la DSDEN lors de leur arrivée).

L'ex DASEN du Lot et Garonne ne semble donc pas avoir choisi de soutenir la mission de service public d'éducation au service des plus faibles, de ceux qui ont besoin d'une attention particulière.

Résultat de toutes ces attaques : à la rentrée 2024 plusieurs collègues chevronné-es ne sont plus dans l'équipe de l'EREA. La casse de cet outil particulier qu'est l'EREA pour les collégien-nes en grande difficulté finira par coûter bien plus cher à la société que ces quelques postes et moyens éducatifs et scolaires.

Un gâchis perpétré pour des considérations idéologiques ? Opportunistes ? Depuis, notre ex DASEN est parti à toute allure rejoindre le ministère. Peut être va t il échanger

Enseigner
un métier qui
s'apprend

avec une formation initiale
qui articule théorie et
pratiques de classe

RESPECT!!!
Du respect pour
l'école publique

FSU
SNUipp



David Snug

avec son premier ministre sur leurs visions respectives de l'internat éducatif ?

On considère le degré de civilisation d'une société à l'attention qu'elle porte à ses membres les plus faibles.

Les élèves de l'EREA sont dans ce cas, n'ont pas de grande association nationale activiste, leurs familles n'ont pas de réseaux influents, ne reste donc que la conscience du service public.

Est ce que le nouveau DASEN va comprendre et agir pour restaurer la confiance, la qualité éducative de l'EREA et ne pas abandonner ces élèves et leurs familles ?

La FSU SNUipp47 continuera à accompagner les élèves et les collègues en ce sens.

Sandrine Tastayre

Nouveaux programmes : tais-toi et marche !

Encore de nouveaux programmes. Cela concerne uniquement le français et les maths, les cycles 1 et 2 pour septembre 2024, et les cycles 3 et 4 pour septembre 2025. Les autres matières, jugées bien moins fondamentales, seront révisées d'ici septembre 2026 pour tous les cycles. Et pour accompagner ce cocktail indigeste, dès la rentrée 2024 il y aura des évaluations nationales à tous les étages du CP à la seconde.

Le calendrier est aberrant. Comment des programmes, qui seront finalisés au mieux fin juin, pourraient ils être appliqués en septembre ? Il faudrait sans doute passer les grandes vacances à les lire, qu'on refasse toutes nos programmations de cycle, de classe ! Et puis quoi encore ? ! Les éditeurs, eux, ont déjà reçu un référentiel conforme aux nouveaux programmes afin de pouvoir concevoir les nouveaux manuels estampillés « nouveaux programmes ». La soi disant consultation de la profession n'est donc qu'une grande fumisterie et les « manuels d'État » sont déjà en cours d'impression ! Mais non, pardon, qu'est ce qu'on écrit ? Ce n'est pas une consultation de la profession ! Non ! Tout le monde peut donner son avis sur les futurs programmes : les parents et « quiconque souhaite donner son avis sur le projet ». C'est dire, encore une fois, le peu de considération qui est accordée à notre profession puisque tout le monde sait aussi bien que les enseignant-es ce qu'il convient d'apprendre à l'école !

Pour le cycle 1 :

La maternelle n'est plus là pour "s'adapter aux jeunes enfants", apprendre à vivre ensemble et à apprendre mais pour "acquérir les savoirs fondamentaux qui seront dispensés au cours préparatoire." **L'école maternelle devient donc l'antichambre du CP.**

Le choc des savoirs en maternelle c'est donc l'aggravation des écarts avec l'accumulation de tâches, l'évaluation permanente et l'individualisation. Plus aucune référence à "toutes et tous capables". Il n'y a plus de place pour la pensée, l'imagination, le jeu, la coopération. "Il faut apprendre « vite et beaucoup » stipule le préambule. La culture n'est pas à l'ordre du jour, car il n'est pas question de penser le commun. C'est ainsi que les programmes prétendent préparer les jeunes enfants à leur avenir d'élèves et de citoyens. Et à la place de la pédagogie, des protocoles. Clairement, les enseignant-es sont des exécutant-es ; il n'y a plus de besoin de formation, avec comme postulat que les élèves avancent à la même vitesse.

Dans le domaine de la langue, les priorités sont inversées. L'acquisition du vocabulaire et de la syntaxe sont mis en avant en lieu et place de la communication, de la compréhension et des échanges propices à la réflexion et à la construction de la pensée.

Plus d'attendus de fin de cycle, mais des repères par âge : l'école maternelle ne s'adapte plus aux jeunes enfants avec des modalités d'apprentissages spécifiques mais s'aligne sur le fonctionnement de l'école élémentaire.

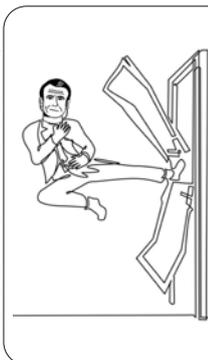
Dans le domaine des mathématiques, l'importation à la maternelle des formes scolaires de l'élémentaire s'affirme aussi. La précocité des apprentissages les plus formels, préjudiciable à la réussite des élèves les plus éloignés de la culture scolaire, est ainsi posée, même si certaines notions et situations semblent moins déconnectées de la réalité de la

maternelle que dans le programme de français.

Ce projet fait dire au chercheur Joël Briand que « les maquettes montrent qu'il n'y aura rien de bien nouveau. On voit qu'il y a eu des tentatives de conciliation entre le découpage caricatural des contenus objectifs et l'affichage, comme caution scientifique, de situations issues de recherches.

L'abandon des compétences relevant de la structuration de la pensée et le recentrage sur les mathématiques, notamment la connaissance des nombres, entérinent un virage amorcé dans les programmes de 2021.

Cette précocité génératrice d'échec est dénoncée dans le rapport de l'Inspection Générale de l'Éducation Nationale de 2017 : « Aller très vite, trop tôt génère l'échec ». Les premières victimes en sont les enfants issus des classes populaires, rendus responsables, dès la maternelle de leurs difficultés à entrer dans les apprentissages.



Au mépris de la diversité des élèves, de la communauté éducative et des consensus scientifiques, le ministère s'obstine dans son projet de programmes ignorant jusqu'à l'avis du Conseil Supérieur de l'Éducation qui a voté contre le 6 juin.

Pour le cycle 2 :

Ce sont 64 pages en math et 25 pages en français. Tout y est très détaillé mais il ne s'agit pas de ressources ou de repères pour nous aider à construire nos programmations et progressions, ce sont des injonctions. En bref :

– En français : le retour de « la syllabique » pure et dure, exit les mots outils, de la fluence à outrance, une évaluationnisme aiguë. En CP, un nombre de « sons » à avoir étudiés : entre 12 et 15 pour la première période, et 25 à 30 en milieu d'année. Déchiffrer entre 20 et 30 mots par minute en milieu d'année et 50 mots par minute en fin d'année ! Et attention il ne devra pas y avoir, dans les phrases ou textes à lire, des mots dont les sons n'ont pas encore été étudiés : **exit la lecture compréhension à partir d'albums !** Lire 70 mots par minute en fin de CE1, et 90 en fin de CE2. C'est sûr qu'être chronométré-e et mesuré-e ça va aider nos élèves les plus fragiles à aborder sereinement l'apprentissage de la lecture ! C'est tellement absurde de vouloir faire entrer un apprentissage aussi complexe dans des cases aussi étriquées.

– En mathématiques, pour l'arrivée des fractions dès le CP il ne s'agit pas que de découper des tartes ! Les CP devront comprendre les termes « demi », « moitié » et « quart ». Les CE1 devront savoir lire,

représenter et écrire des fractions mais aussi comparer, additionner et soustraire des fractions de même dénominateur. Quant aux CE2 ils devront savoir comparer, additionner et soustraire des fractions sans dénominateur commun. L'arrivée des décimaux en CE1 avec des sommes de monnaie qui seront écrites sous forme décimale et qui devront être comparées. Autre modification : fini l'utilisation des calculatrices au cycle 2 ! Les élèves devront donc affronter de front la compréhension des situations multiplicatives et la mémorisation des tables de multiplication. Et en géométrie il faudra dire « boule » à la place de « sphère », et « disque » à la place de « cercle » au CP, mais « cercle » à la place de « disque » au CE1, et les 2 termes seront exigés en CE2. Ici c'est le choc de la logique !

Et pour nous éviter d'avoir trop à réfléchir à notre pratique professionnelle, le MEN veut fournir des « manuels d'État » pour les CP et les CE1. Là encore on marche sur la tête ! Mais cette lubie a déjà été revue à la baisse et ne concernera que le français pour la rentrée 2024. Et ils ne pourront pas nous obliger à les utiliser si nous préférons d'autres supports et méthodes.

Ces nouveaux programmes sont dangereux, car ils sont basés sur une visée élitiste, en cohérence avec le projet de société de ce gouvernement. Ils ne prennent pas en compte la très grande diversité actuelle des élèves dans la plupart des écoles publiques et sont à l'opposé de toute la réflexion des divers champs scientifiques et associations professionnelles, donc probablement pédagogiquement inefficaces. Ils seraient adaptés si tous les gamins étaient des robots qu'on programme pour fonctionner sur le même modèle, qu'on alimente de savoirs calibrés et qui ingèrent les informations sans difficulté. Mais les recherches en pédagogie et en didactique démontrent que ce n'est pas le cas !

Ces nouvelles instructions dénaturent notre métier, anéantissent la liberté pédagogique et enterrent la pédagogie de projet qui donne du sens aux apprentissages.

Nous devons refuser ces évaluations nationales imposées qui pilotent des programmes scolaires inadaptés ! Nous ne pouvons pas laisser triompher cette logique élitiste, qui met en place la sélection et le classement dès 6 ans. Nous ne voulons pas laisser s'installer une école où la pression évaluative démarre dès le CP.

C'est folie de croire que formater les apprentissages va permettre d'améliorer quoi que ce soit dans notre système éducatif. Nous n'en pouvons plus des réformes bâclées et incessantes. Nous ne trierons pas nos élèves et nous ne laisserons pas les plus fragiles sur le bas côté.

Mylène Denizot et Sandrine Tastayre

Ecole Privée, financements et « tri » des élèves.

Bien que subventionnées au trois quart par l'argent public, l'État et les collectivités territoriales pour un montant de 15 milliards d'euros, les écoles sous contrat peuvent « trier » leurs élèves, une spécificité française.

En Europe comme aux États Unis, soit l'école privée est peu ou pas subventionnée et est alors libre de son recrutement, soit l'État subventionne ces écoles mais elles ne sont pas libres de choisir leurs élèves.

Plus de 40 % des élèves scolarisé-es dans le privé sont issu-es d'un milieu social favorisé et très favorisé contre 20 % dans le secteur public. A l'inverse, 16 % des élèves du secteur privé sont issu-es d'un milieu défavorisé contre 40 % dans le secteur public.



Ceci est la moyenne nationale mais certains établissements privés scolarisent moins de 4 % d'élèves issu-es de foyers modestes, d'autres allant jusqu'à 35 %.

Les écarts de composition sociale entre les secteurs public et privé sont importants dans les départements du bassin parisien, dans le sud méditerranéen et dans les départements et régions d'outre mer (à l'exception de Mayotte où les collèges privés sont hors contrat).

La mixité sociale dans les établissements privés sous contrat est en fort recul depuis une vingtaine d'années.

Le financement des frais de fonctionnement des écoles privées par

l'État a été décidé par la loi Debré du 31 décembre 1959. Un mois plus tard, une pétition qui recueille plus de 10 millions de signatures, lancée par le Comité National d'Action Laïque, est ignorée par le gouvernement.

Par contre, la loi Savary de 1984 pour un service unifié et laïc de l'Éducation Nationale est retirée suite aux manifestations d'un million de personnes.

La loi de 1959 prévoit que l'État ne finance que les écoles privées situées dans des secteurs où l'école publique ne suffit pas à absorber le nombre d'élèves (situation prévue suite à l'explosion démographique de cette époque). Cette restriction, pourtant toujours inscrite dans la loi, est aujourd'hui oubliée, puisque dans de nombreux endroits, la demande explose dans le privé et on ferme des classes dans le public.

La Cour des Comptes lance l'alerte : « Aucune réforme de la carte scolaire ne parviendra à limiter les inégalités scolaires et à favoriser la mixité si les établissements privés sous contrat d'association ne sont pas associés au processus »

Autant prêcher dans le désert, les politiques mettent, pour beaucoup, leurs propres enfants dans le privé et n'ont pas intérêt à braquer leur électorat.

Avec l'obligation de la scolarisation à 3 ans et le financement obligatoire des écoles maternelles privées, les communes ont donc partagé leurs subventions entre public et privé. A noter que certaines communes n'avaient pas attendu la loi pour le faire. Les collectivités territoriales ont des contributions obligatoires envers les écoles privées et d'autres facultatives. Selon les orientations politiques de leurs élu-es, il y a donc de nombreuses communes qui favorisent les écoles privées, des départements les collèges privés et des régions des lycées privés au détriment des établissements publics. Nos collègues du 93 se mobilisent depuis plusieurs semaines pour un plan

ÉDUCATION:
PAS DE "GROUPE DE NIVEAU"
MAIS DES "GROUPE DE BESOIN."



d'urgence dans leurs écoles devant les inégalités criantes entre leurs établissements et ceux du privé.

La mixité sociale est un enjeu fort de réussite des élèves les plus en difficulté mais aussi de cohésion sociale. Pap Ndiaye avait annoncé faire de ce sujet sa priorité.

Mais un sujet tel que celui ci aurait mérité une prise en charge interministérielle. Parti seul, il avait dû ravalé son chapeau et a finalement été éjecté du gouvernement. Alors que le Président est ultra présent sur tous les dossiers en lien avec l'École, il avait brillé par son absence sur celui ci. On voit bien l'enjeu politique de cette question. Faire réussir les élèves des milieux les plus défavorisés, lutter contre l'entre soi des plus favorisé-es va à l'encontre du projet politique de la droite.

Et de l'extrême droite, n'en parlons pas !

Nellie Tran

En bref

Lutte contre les violences

Depuis quelques semaines, Judith Godrèche est devenue la figure de proue de la lutte contre les violences sexuelles sur les enfants. Auditionnée par la délégation aux droits des femmes au Palais du Luxembourg et par le Sénat, elle plaide pour protéger les enfants victimes de violences sexuelles.

L'Éducation Nationale doit prendre toute sa place pour répondre présente et agir car l'école, principal lieu de vie des enfants, a un rôle à jouer dans la prévention et le signalement des violences.

#MeTooInceste révèle que chaque année, plus de 160 000 enfants subissent ces violences, soit près de trois élèves dans une classe de CM2. De fait, dans nos classes, nous accueillons des enfants victimes de ces violences !

Certes, des éléments de programme pour l'éducation à la vie affective et sexuelle existent. Mais, nous nous rendons bien compte que, pour que l'école soit réellement impliquée, la mise en place d'une formation initiale et continue en direction de tous les personnels est indispensable. Apprendre à accueillir la parole, mais aussi savoir repérer les comportements que développent les enfants victimes et rendre plus accessible les outils d'information sur les démarches à suivre en cas de suspicion de violences sexuelles sur enfant est primordial.

De même, l'éducation au consentement et à l'égalité est une urgence pour sortir du déni et du silence. En tant que professionnel les, engageons nous pour que les enfants puissent grandir sans violence.

STOP
aux **Violences**

La FSU SNUipp 47 accueillera pour une formation syndicale à l'automne 2024, Fanny Gallot, historienne et enseignante à l'INSPÉ de Créteil. Elle proposera une intervention sur « enseigner de l'égalité Filles Garçons à l'école ».

Jacinthe Fischer

L'école convoitée par l'extrême droite

Contre le projet ségrégatif du gouvernement, contre les idées d'extrême droite et l'autoritarisme, pour une École émancipatrice et une société solidaire, plus que jamais, entrons en résistance !

Les idées d'extrême droite ne cessent de prendre de l'ampleur dans le débat public mais également à l'École. Dans un contexte où le RN s'est positionné en tête lors des élections européennes, le gouvernement poursuit sa dangereuse dérive autoritaire et les idées d'extrême droite s'invitent également à l'École avec le Choc des savoirs et ses mesures passistes directement issues des programmes du RN et de Reconquête.

Au mépris des diversités des élèves, de l'expertise professionnelle et des consensus scientifiques, le ministère s'obstine dans son projet de programmes de cycle 1 et 2 en français et mathématiques contre l'avis général de la communauté éducative et malgré le vote contre quasi unanime le 6 juin 2024 dernier des membres du Conseil Supérieur des Programmes pour la rentrée prochaine.

Alors que notre métier connaît une crise d'attractivité inédite, que les enseignant-es perdent le sens de leur mission et s'épuisent au quotidien, que les conditions de travail continuent de se dégrader, le gouvernement répond par



une mise au pas des pratiques pédagogiques et n'apporte aucune réponse au manque de moyens que connaît l'École. La propagande des kits JO coûtant 16 millions d'euros est d'ailleurs vécue comme une insulte par les collègues, au delà des contenus plus que douteux des livrets.

La FSU SNUipp, avec les collègues, continuera à s'opposer par tous les moyens au Choc des savoirs et à exiger

un choc des moyens en se mobilisant lors des instances de carte scolaire et pour un plan d'urgence. La généralisation des évaluations nationales ainsi que la constitution des groupes de niveaux doivent être combattues partout !

D'autre part, certaines associations de parents d'élèves, certaines listes de parents aux Conseils d'Écoles ou aux Conseils d'administrations ont vu entrer en leur sein, sous couvert d'« apolitisme », des personnes discrètement racistes, parfois ouvertement opposées aux équipes enseignantes, souvent prêtes à porter des attaques remarques pressions envers les contenus d'enseignement ou tout discrètement favorisant des interventions douteuses d'associations intervenant dans le cadre de « partenariats ».

Si vous avez un doute, si vous ressentez une pression de ce type, prévenez immédiatement le syndicat afin que l'on puisse vous aider à agir auprès de la hiérarchie et des instances qui luttent contre les discriminations.

Sandrine Tastayre et Jacinthe Fischer

Retraité·es et aussi militant·es !

Le 23 mai, les organisations membres du « Groupe des 91 se sont réunies pour célébrer leur dixième anniversaire et discuter du bilan et des perspectives de l'unité d'action des retraité·es face aux attaques continues du gouvernement contre les droits des travailleur·ses, chômeur·ses et retraité·es.

La FSU, à l'instar des autres syndicats du G9, dénonce la dégradation constante de la situation des retraité·es et des personnes âgées, avec un pouvoir d'achat en baisse, des services publics dégradés, et un système de soins en grande difficulté, ainsi qu'une stigmatisation sociale de plus en plus marquée. Les politiques actuelles menacent les systèmes de protection sociale, notamment la Sécurité sociale et les retraites complémentaires quand le ministre de l'Économie appelle ouvertement à la fin de l'État Providence en mars dernier.

Les organisations du G9 réaffirment leurs revendications pour défendre le pouvoir d'achat des retraité·es en indexant les pensions sur les salaires, en revalorisant les pensions au niveau de l'inflation, en rattrapant les pertes subies, et en garantissant que les pensions ne soient jamais inférieures au SMIC. Elles insistent aussi sur la défense des pensions de réversion, de l'accès aux soins via le 100% Sécu, et des services publics, notamment ceux de proximité comme les hôpitaux et les EHPAD.

"Dresser une catégorie de la population contre les autres, c'est un mode de gouvernement des Faibles !"

Jean Marie Pernot

Pour célébrer cet anniversaire, Jean Marie Pernot a, lors d'une conférence, souligné l'importance de considérer les retraité·es et les étudiant·es dans les revendications syndicales, élargissant ainsi la vision traditionnelle qui se limiterait aux travailleur·es actif·ves. Il a rappelé que les retraité·es sont une force importante, représentant 18 millions de personnes, et que leur expérience et leur histoire les rendent essentiels dans le mouvement syndical.

Face à des politiques publiques néolibérales qui démantèlent l'État social et à la montée de l'extrême droite, il est crucial de maintenir l'unité d'action syndicale. Le syndicalisme doit rester uni et mobilisateur pour faire face aux défis politiques à venir, en préservant l'idéal d'émancipation qui le guide depuis toujours. D'autre part, l'expertise et les aides humaines et matérielles de nos camarades retraité·es sont un pilier précieux de notre syndicat.

Nous avons besoin de tous les points de vue pour avoir un tableau général et précis de la situation actuelle et pour penser ensemble les enjeux de l'avenir. Camarades retraité·es, les portes de la FSU SNUipp vous seront toujours ouvertes.

Jacinthe Fischer

1les 9 organisations UCR CGT, UCR FO, UNAR CFTC, UNIRetraitées CFE CGC, FSU Retraitées, UNIRS Solidaires, FGR FP, LSR, Ensemble et Solidaires UNRPA.

2 Jean Marie Pernot est chercheur à l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES). Formé à l'Insee, passé par le mouvement syndical puis par le Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof), il est l'un des spécialistes français des mouvements sociaux.



Merci à toutes les Syndiquées et tous les Syndiqués !!



En adhérant à la FSU SNUipp, vous contribuez à affirmer et renforcer les actions et interventions du syndicat. En ces temps très mouvementés, le FSU SNUipp est plus que jamais LE syndicat de la profession et son porte parole, défendant l'École Publique, ses personnels, son objectif de formation d'adultes émancipé·es. La FSU SNUipp 47 est présente sur le terrain et dans la rue. Elle est, fidèle à ses habitudes, une interlocutrice

privéliee pour la défense des droits individuels et collectifs et de nos conditions de travail face à l'administration.

Ses interventions régulières en instances, audiences ou accompagnement individuels, par une préparation minutieuse et une expertise du terrain, permettent au syndicat majoritaire de demeurer un interlocuteur de poids malgré la dégradation du dialogue paritaire notamment avec la loi sur la Fonction Publique.

Cette présence, c'est aussi grâce à vous et à votre confiance renouvelée. Nous vous en remercions.

Très belle continuation à celles et ceux qui quittent le département ! Et tous nos vœux de bonheur à celles et ceux qui vont profiter désormais d'une retraite bien méritée !

Très belles vacances à toutes et tous.

Retrouvons nous à la rentrée plus nombreuses et nombreux syndiqué·es à la FSU SNUipp. Quel que soit le résultat des élections, un outil syndical fort, combatif et sérieux sera la meilleure réponse aux conflits de classe, de hiérarchie et politiques.

Le secrétariat de la FSU SNUipp 47 :
Guillaume Arruat, Mathieu Couderc, Jacinthe Fischer, Audrey Paillé, Élodie Palpant, Christophe Portier, Jean Claude Soret, Sandrine Tastayre, Sandra Tuffal.



ANNÉE SCOLAIRE 2024-2025

STAGES ET FORMATIONS SYNDICALES



ÉCOLE ET ÉMANCIPATION

*Avec la participation de
Frédéric Grimaud et Laurence de Cock*

DROITS AESH

Agen, Marmande et Casseneuil

DÉBUT DE CARRIÈRE

Période 1, Agen

DROITS DES FONCTIONNAIRES

Agen

MATERNELLE

*Avec la participation de
Christine Passerieux*

EPS

*Avec la participation de
Claire Pontais*

ÉGALITÉ FILLE-GARÇON

*Avec la participation de
Fanny Gallot*



SUR NOTRE SITE



S'inscrire sur la liste [Snu47_infos], la meilleure façon de suivre toute l'actualité syndicale.



Tous·tes les collègues qui le souhaitent, syndiqué·es à la FSU-SNUipp... ou pas, titulaires, stagiaires ou étudiant·es sont les bienvenu·es.

Chaque enseignant·e/AESH a droit à 12 jours de stage par an.

Profitez-en !



Ces stages et ceux à venir sont régulièrement publiés sur notre site. Pensez à vous abonner à notre liste de diffusion.